

**LICENCE 1 – GROUPE B  
LA FILIATION CHARNELLE**

**I- L'établissement de la filiation extrajudiciaire**

**A- Par la mère**

- Art. 311-25 c.civ : la mère est désignée dans l'acte de naissance de l'enfant → ceci constitue de la preuve de la filiation entre les deux
- Le fait que la mère soit mariée, ou non, est indifférent en matière de filiation

**B- Par le père**

- Art. 312 c.civ : présomption de paternité pour le mari de la mère ( → coïncide avec les obligations inhérentes au mariage
- Il s'agit néanmoins d'une présomption **simple** : elle peut être renversée par tous moyens
- Art. 311 c.civ permet de mettre en place deux présomptions afin d'établir la période et la date de conception :
  - o Al.1<sup>er</sup> : période de conception présumée (simplement) = du 300<sup>ème</sup> jusqu'au 180<sup>ème</sup> jour avant la date de naissance
  - o Al.2<sup>ème</sup> : date de conception présumée (simplement) = un jour de cette période → « moment quelconque » → dans l'intérêt de l'enfant.
- Art. 313 : exceptions à la présomption de paternité :
  - o Le nouveau-né est déclaré sous le nom de jeune fille de la mère ( et nom sous le nom du mari de la mère)
  - o Si divorce ou séparation de corps : l'enfant est né + de 300 jours avant la date du divorce
- Rétablissement de la présomption de paternité (malgré l'art. 313) si :
  - o L'enfant a la possession d'état à l'égard du mari + pas d'autre filiation paternelle établie.
  - o Devant le juge : action en rétablissement de la présomption de paternité (art.329).

**C- L'hypothèse de la reconnaissance**

- Art. 316 s. La reconnaissance consiste à créer un lien de filiation
- Les conditions :
  - o Le bénéficiaire de la reconnaissance = tout enfant sans autre filiation contraire
  - o L'auteur de la reconnaissance n'est pas nécessairement le père ou la mère biologique – son seul consentement, libre et éclairé (cf art 1128 c.civ puisque la reconnaissance est un acte juridique) suffit.

- La mise en œuvre :
  - o Acte solennel DONC : devant officier d'état civil (le plus souvent au moment de la déclaration de naissance de l'enfant) MAIS AUSSI éventuellement acte authentique devant notaire
  - o La reconnaissance a lieu, la plupart du temps, au moment de la naissance, mais peut également intervenir plus tard (même si l'enfant est majeur !), ou avant.
- Effets :
  - o permet de constater et déclarer une situation → rétroactivité au jour de la naissance. (en cas de reconnaissance prénatale : prise d'effet uniquement au jour de la naissance)
  - o *Erga omnes* : effet aux yeux de tous → impossibilité donc d'établir une filiation contradictoire
  - o Irrévocabilité de la reconnaissance
- Annulation et contestation :
  - o Annulation possible, demandée par toute personne intéressée en cas de défaut d'une des conditions de fond/de forme + annulation OK au titre du droit commun → défaut d'une des conditions de validité de l'acte juridique telles que le consentement
  - o Contestation : envisageable sur le fondement de l'art. 332 mais également 336-1 en cas de conflit de reconnaissance de paternité entre deux hommes.  
Si la contestation/annulation aboutit → anéantissement rétroactif de la reconnaissance et donc, de la filiation.

#### D- La possession d'état par acte notarié

- Art. 311-1 s. c.civ : il s'agit de constater un état de filiation sociologique antérieur.
- Les éléments de la possession d'état :
  - o *Tractatus* = le traitement
  - o *Fama* = la réputation
  - o *Nomen* = le nom
- Les caractères : art. 311-2 → « la possession d'état doit être continue, paisible, publique et non équivoque », donc :
  - o Durabilité de la situation & sans interruption
  - o Absence totale de force pour établir la possession d'état
  - o Reconnaissance sociale et sociétale de la possession d'état
  - o Aucune concurrence avec une éventuelle autre possession d'état
- Mise en œuvre : art.317 : parents/enfant peuvent demander devant TGI (ou tribunal judiciaire) délivrance d'un acte de notoriété = preuve de la possession d'état.
- Sinon : art.330 : action en constatation de la possession d'état

N.B. : A ces hypothèses extrajudiciaires s'ajoutent certaines hypothèses judiciaires : un certain nombre d'action sont ainsi mises à disposition des personnes intéressées, soit pour établir un lien de filiation soit pour contester un lien de filiation. CF tableaux annexes

## II- La gestation pour autrui

- Principe : art 16-7 c.civ = interdiction des conventions de mère porteuse (héritage Alma Mater : Ass. Plen, 31 mai 1991)
- Mécanismes de contournement de l'interdiction:
  - o Une femme accouche sous le secret et l'homme (= père biologique) reconnaît l'enfant. Plus tard, son épouse fera une demande d'adoption → cette adoption était initialement impossible, justement pour empêcher ce procédé.
    - Les points négatifs de ce système : pas de filiation établie entre la « mère » et l'enfant si bien que si elle décède → pas de droit successoral & si le père décède → l'enfant est juridiquement orphelin.
    - Evolution de la JP : désormais l'adoption par l'épouse ou l'époux du père est **possible** en concordance avec l'intérêt de l'enfant : Civ. 1<sup>ère</sup> 5 juillet 2017.
  - o GPA à l'étranger :
    - la transcription de l'acte de naissance de l'enfant à l'état civil français était initialement impossible ( Civ.1<sup>ère</sup>, 6 avril 2011 ; Civ.1<sup>ère</sup> 13 septembre 2013) – application de l'adage *fraus omnia corrumpit*.
    - Sanction de la France par la CEDH : arrêt Mennesson c/ France (26 juin 2014) → emporte une évolution de la JP nationale ( Ass. Plen 3 juillet 2015)
    - La transcription aura donc bien lieu MAIS quid de l'établissement de la filiation ? Seulement à l'égard de la mère ? Seulement à l'égard du père ? Les deux ? Evolution jurisprudentielle manifeste :
      - Civ. 1<sup>ère</sup> 5 juillet 2017 : La transcription fonctionne bien sur les registres de l'état civil français mais seulement en ce qu'il désigne le père d'intention (il est en effet nécessaire, en vertu de l'art. 47 c.civ, de transcrire des énonciations conformes à la réalité) DONC si la mère n'a pas accouché = ce n'est pas la mère. MAIS adoption par l'épouse du père est ensuite possible !
      - Ass. Plen 5 octobre 2018 : idem
      - Avis de la CEDH, 10 avril 2019 (rendu après demande de consultation formulée par la Cour de cassation le 5 octobre 2018) : l'intention n'implique pas nécessairement filiation → il faut qu'une possibilité de reconnaissance de filiation entre l'enfant et les deux parents d'intention existe MAIS liberté dans les moyens d'y parvenir → pas d'obligation de filiation au moment de la transcription à l'égard de la mère d'intention puisque l'adoption est possible
      - Ass. Plen 4 octobre 2019 : réexamen de l'affaire Mennesson et autorisation de la transcription complète à titre exceptionnel (enfants désormais majeurs excluant de fait l'adoption plénière et durée excessive de la procédure) → même si la décision est rendue à titre exceptionnelle, la possibilité est désormais ouverte
      - CA rennes, 18 novembre 2019 ; 25 nov. 2019 : transcription complète ordonnée (alors mêmes qu'enfants mineurs et procédures courtes) – justification : atteinte disproportionnée aux droits des parties.
      - Civ.1<sup>ère</sup>, 18 dec. 2019 (3 arrêts) : transcription complète OK

### III- La procréation médicalement assistée

- Art. L2141-1 Code de la santé publique : la procréation médicalement assistée comprend un certain nombre de pratiques, dont :
  - o Fécondation *in vitro*
  - o Conservation des gamètes et des embryons
  - o Insémination artificielle
  - o Stimulation ovarienne
  - o Recours éventuels aux dons de gamètes
- Conditions – art. L2141-2 al.1<sup>er</sup> CSP:
  - o Infertilité du couple
  - o Empêcher la transmission d'une maladie génétique grave
- Exclusion s(al.2) :
  - o Couples homosexuels
  - o Couples séparés
  - o Célibataires
  - o Veufs et veuves
  - o Personnes qui ne sont plus en âge de procréer
- Mise en œuvre : deux types de PMA :
  - o Endogène : les gamètes respectifs des père et mère sont utilisés dans le cadre d'une FIV : reproduction de la génétique du couple donc pas de problèmes particuliers de mise en œuvre → simple respect de certaines étapes de procédure afin de garantir le consentement des potentiels futurs parents
  - o Exogène : un des membres du couple était stérile (voire les deux) → recours donc à un don d'ovocytes ou de spermatozoïdes → le patrimoine génétique de l'enfant ne sera donc pas entière (voire pas du tout), celui des parents. DONC difficultés supplémentaires : art. L2141-10 CSP → nécessité de donner le consentement des parents non pas seulement à l'équipe médicale, mais à un juge ou à un notaire.
- Effets : une fois le consentement donné → impossibilité d'agir aux fins d'établissement/contestation de la filiation SAUF :
  - o Preuve que l'enfant n'est pas issu de la PMA
  - o Consentement intervenu après rétractation (art. 311-20 al.2)
-

**ANNEXES** : Source : M. Bruisorio Aillaud, *Droits des personnes et de la famille*, Bruylant, 9<sup>ème</sup> éd.

**Document 1 : Les actions aux fins d'établissement de la filiation**

Tableau 9 Comparaison entre les différentes actions aux fins d'établissement de la filiation			
Recherche de maternité (art. 325 et s., C. civ.)	Recherche de paternité (art. 327 et s., C. civ.)	Rétablissement de la présomption de paternité du mari de la mère (art. 329, C. civ.)	Constatation de possession d'état (art. 330, C. civ.)
<i>Enfant concerné</i>			
Enfant dont la filiation maternelle n'est pas établie Sauf si : - accouchement secret (art. 326, C. civ.) - procréation médicalement assistée avec tiers donneuse (art. 311-19, C. civ.)	Enfant dont la filiation paternelle n'est pas établie Sauf si : - procréation médicalement assistée avec tiers donneur (art. 311-19, C. civ.)	Enfant dont la mère était mariée lors de la naissance ou de la conception et pour lequel la présomption de paternité a été écartée	Enfant dont la filiation maternelle ou paternelle n'est pas établie.
<i>Personne pouvant agir</i>			
L'enfant Le père si l'enfant est mineur Le tuteur si l'enfant est mineur et sous tutelle	L'enfant La mère si l'enfant est mineur Le tuteur si l'enfant est mineur et sous tutelle	L'enfant Les époux durant la minorité de l'enfant	Tout intéressé
<i>Preuve(s) à rapporter</i>			
Défenderesse ayant accouché de cet enfant (ce qui exclut la donneuse d'ovocytes)	Défendeur étant le père de l'enfant	Paternité du mari de la mère	Possession d'état d'enfant du défendeur
<i>Prescription</i>			
10 ans à compter du jour de la naissance (délai suspendu, à l'égard de l'enfant, pendant sa minorité)	Pour l'enfant : 10 ans à compter de sa majorité Pour les époux : pendant la minorité de l'enfant	10 ans à compter du jour où l'enfant a été privé de la possession d'état alléguée (délai suspendu, à l'égard de l'enfant, pendant sa minorité)	
Attention ! « Tant qu'elle n'a pas été contestée en justice, la filiation légalement établie fait obstacle à l'établissement d'une autre filiation qui la contredirait » (art. 320, C. civ.).			



Document 2 : Les actions aux fins de contestation de la filiation

Tableau 10 Comparaison entre les différentes actions aux fins de contestation de la filiation			
Contestation de maternité (art. 332, al. 1 <sup>er</sup> et s., C. civ.)	Contestation de paternité (art. 332, al. 2 et s., C. civ.)	Contestation de la filiation établie par la possession d'état constatée par acte de notoriété (art. 335, C. civ.)	Contestation de la filiation par le ministère public (art. 336, C. civ.)
<i>Enfant concerné</i>			
Enfant dont la filiation maternelle est établie	Enfant dont la filiation paternelle est établie	Enfant dont la filiation paternelle et/ou maternelle a été établie par la possession d'état constatée par acte de notoriété	Enfant dont la filiation maternelle ou paternelle est établie
<i>Personne pouvant agir</i>			
<i>Si possession d'état conforme au titre ayant duré au moins cinq ans : le ministère public</i> <i>Si possession d'état conforme au titre ayant duré moins de cinq ans :</i> – l'enfant – l'un de ses père et mère – celui qui se prétend le véritable parent <i>Si possession d'état non conforme au titre : toute personne qui y a intérêt</i>		Tout intéressé	Le ministère public
<i>Preuve(s) à rapporter</i>			
La femme désignée comme la mère n'a pas accouché de l'enfant (supposition ou substitution d'enfant)	Le mari ou l'auteur de la reconnaissance n'est pas le père	Absence de possession d'état Possession d'état équivoque	Présomptions ou indices graves rendant invraisemblable la filiation Fraude à la loi
<i>Prescription</i>			
<i>Si possession d'état conforme au titre ayant duré au moins cinq ans : 10 ans à compter du jour où la personne a commencé à jouir de l'état qui lui est contesté.</i> <i>Si possession d'état conforme au titre ayant duré moins de cinq ans : 5 ans à compter du jour où la possession d'état a cessé ou du décès du parent dont la filiation est contestée.</i> <i>Si possession d'état non conforme au titre : 10 ans à compter du jour où la filiation a été établie.</i> Délai suspendu pendant la minorité de l'enfant, à son égard, dans tous les cas		10 ans à compter de la délivrance de l'acte de notoriété	10 ans à compter du jour où la filiation a été établie
<i>Attention ! « Nul ne peut contester une filiation lorsque la possession d'état conforme au titre a duré au moins cinq ans depuis la naissance ou la reconnaissance, si elle a été faite ultérieurement » (art. 333, al. 2, C.civ.)</i>			